

1^{er} mai 2017

Discours du Président Elio Di Rupo

Chers Camarades,

Le 1^{er} Mai, Fête du travail, est avant tout la fête des travailleurs !

La fête des ouvriers, des employés et des indépendants.

La fête de ceux qui ont travaillé toute leur vie.

De ceux qui actuellement recherchent un travail.

Et de ceux qui se forment pour mieux s'en sortir demain.

Ce 1^{er} Mai est aussi la fête des militants comme vous, des militants qui se battent au quotidien pour une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire.

* * *

En ce jour symbolique, je vais vous parler de la vraie politique.

La politique qui donne du sens à notre engagement.

La politique qui fait vibrer nos cœurs de militants socialistes.

La politique qui donne de l'espoir et qui change la vie des gens.

Cette année, le 1^{er} Mai marque un nouveau départ pour le PS.

Nos chantiers sont nombreux.

Le 3 juin, nous organiserons à Bruxelles un rassemblement des militants.

Nous prendrons à cette occasion d'importantes mesures pour une meilleure gouvernance.

Nous aurons aussi le grand plaisir d'accueillir notre Camarade française Christiane TAUBIRA.

Vers le 15 juin, j'adresserai à toutes les sections locales et USC de notre parti une série de propositions issues de notre Chantier des idées.

Ces propositions devront être débattues par tous les militants qui le souhaitent.

Un congrès du renouveau aura lieu le 24 septembre prochain à Liège et donnera la parole aux militants présents.

Quant à notre traditionnelle Fête des familles, elle aura lieu cette année le dimanche 2 juillet, aux Lacs de l'Eau d'Heure.

Mes chers Camarades,

Les résultats du premier tour des élections françaises doivent provoquer chez nous un bouleversement des comportements.

Les succès de l'extrême droite et de l'extrême gauche ont une origine commune : c'est la nouvelle lutte des classes.

Dans les deux cas, nous voyons s'exprimer des personnes déçues, désenchantées et souvent révoltées.

Beaucoup de ces personnes connaissent la précarité, les fins de mois difficiles, l'angoisse du lendemain.

Elles expriment dans l'isolement leur colère de mal vivre.

Ces citoyens sont victimes de l'austérité néolibérale et de la globalisation.

En bloc, ils accusent les femmes et les hommes politiques qui assument aujourd'hui des responsabilités.

Ils leur reprochent de n'avoir pas su les protéger.

Ils espèrent que d'autres partis, d'autres idéologies, feront mieux que leurs dirigeants actuels.

Et ils se jettent tantôt dans les bras de l'extrême droite tantôt de l'extrême gauche.

En Belgique, fort heureusement, les élus du PS ont gardé une relation très proche avec les gens.

Cette proximité, malheureusement, n'empêche pas la tentation chez certains de se tourner vers les extrêmes politiques.

Crier au scandale devant la montée de l'extrême droite ou de l'extrême gauche ne suffit pas.

Nous devons comprendre la révolte de celles et ceux qui votent pour les extrêmes.

Et surtout nous devons répondre aux causes de cette révolte.

Non pas d'une manière simpliste et démagogique comme le font toujours les extrêmes, mais en étant concrets et constructifs.

En tant que socialistes responsables, nous devons envoyer un message d'espoir aux gens.

Nous devons le faire avec empathie et fraternité.

Nous devons aider les citoyens à faire un véritable bond en avant dans leurs conditions de vie, dans leur vie de tous les jours.

Voilà pourquoi le PS veut augmenter les rémunérations des gens qui travaillent, augmenter les

revenus des citoyens en général.

C'est l'augmentation des rémunérations qui est le vrai enjeu du moment !

Globalement, la richesse existe, et elle ne cesse d'enfler.

Mais elle est de plus en plus mal redistribuée.

C'est dans ce contexte que je vous propose des mesures à la fois concrètes, novatrices et audacieuses.

Mes chers Camarades,

En ce 1^{er} Mai, je veux replacer les travailleurs au centre de la société et au centre des préoccupations politiques.

Il faut cesser d'opprimer les gens qui travaillent.

Et, les contraindre à la modération salariale, c'est à dire vouloir les payer le moins possible !

Si nous voulons vivre en harmonie dans notre pays, il faut changer d'attitude.

Il faut augmenter les rémunérations des travailleurs.

Cette augmentation peut se faire sans pénaliser les entreprises.

Le PS propose une prime à l'emploi.

Une prime sociale à l'emploi qui réduit les cotisations sociales personnelles des travailleurs.

Ceux qui perçoivent un salaire moyen et ceux qui malheureusement n'ont qu'un bas salaire seront directement concernés.

Ils représentent 70% des travailleurs.

Avec la proposition du PS, leur salaire poche augmentera, immédiatement, jusqu'à 120 euros par mois.

* * *

Par ailleurs, le faible salaire des jeunes me préoccupe beaucoup.

Un jeune travailleur qui entame sa carrière fait face à des frais importants.

Pour le soulager, le PS propose d'accroître son salaire net pendant les trois premières années de sa carrière.

Cette augmentation de salaire se fera par une prime fiscale renforcée qui aura un effet immédiat.

Elle pourra atteindre 160 euros par mois.

Tant pour la prime sociale à l'emploi que pour la prime fiscale renforcée pour les jeunes, les députés socialistes ont déjà déposé une proposition de loi au Parlement fédéral.

Mes chers Camarades,

Pour le PS, évoquer le travail, c'est aussi **favoriser la création d'emplois, en particulier l'emploi de nos jeunes.**

Dans notre programme électoral de 2014, nous avons proposé **la « garantie pour la jeunesse » et le « contrat d'insertion pour les jeunes ».**

Ces deux mécanismes ambitionnent de renforcer l'accès des jeunes à l'emploi.

Nous l'avons promis. Nous l'avons fait !

En Wallonie et à Bruxelles, dans les deux Régions où les socialistes sont au gouvernement, ces projets sont désormais réalité.

La garantie pour la jeunesse propose un emploi, un stage, une formation ou une reprise d'études, à tout jeune de moins de 25 ans qui a quitté ses études ou qui a perdu son emploi depuis 4 mois.

Quant au **contrat d'insertion, il est déjà une réalité à Bruxelles, depuis le 15 juillet dernier.**

En Wallonie, dès le 1^{er} juillet prochain, tout jeune qui n'a pas trouvé d'emploi dans les 18 mois après sa sortie de l'école se verra proposer un vrai contrat d'emploi d'une durée d'un an avec une entreprise, une association, une administration publique.

Mes chers Camarades,

Malgré tous nos efforts, malgré tous les dispositifs mis en place par les socialistes, 15 % des citoyens vivent sous le seuil de pauvreté. C'est insupportable !

Parmi ces citoyens, nous comptons un grand nombre de personnes qui travaillent.

Elles travaillent, mais elles sont très mal rémunérées.

C'est particulièrement vrai pour les gens qui travaillent à temps partiels, qui sont en grande majorité des femmes.

Souvent, leur salaire ne dépasse pas 800 ou 900 euros par mois.

Il y a quinze jours, à Esneux, j'ai visité un centre de revalidation.

La maman d'un jeune homme m'a interpellé.

Elle avait les larmes aux yeux.

« Monsieur Di Rupo, je travaille, je suis honnête et je ne touche que 872 euros par mois. Et je dois avancer des sommes folles pour couvrir les soins médicaux de mon enfant. Que pouvez-vous faire ? »

Cette situation, des milliers de personnes la connaissent.

C'est parfaitement indigne et révoltant, dans un pays globalement riche comme le nôtre.

En 2016, 15 milliards de dividendes ont été distribués aux actionnaires des entreprises du Bel 20.

Pour répondre à des situations inacceptables comme celle de cette dame, le PS veut élargir la protection sociale actuelle.

Nous proposons de créer un véritable « **bonus social généralisé** ».

Ce bonus prendra la forme d'un complément de salaire qui permettra à chacun d'atteindre, au minimum, ce qu'on appelle le seuil de pauvreté, soit 1100 €/mois pour une personne seule.

Nous étendrons ce **bonus social généralisé** aux citoyens de 18 ans et plus qui, aujourd'hui, perçoivent des allocations mais n'atteignent pas ce seuil de pauvreté.

Le « bonus social généralisé » n'est pas l'allocation universelle prônée par certains.

L'allocation universelle est impayable.

Si elle devait être mise en œuvre, notre Sécurité sociale

serait totalement détricotée et nos services publics seraient gravement altérés.

Contrairement à l'allocation universelle, le bonus social généralisé que je propose bénéficiera à ceux qui en ont réellement besoin :

les travailleurs précarisés, les demandeurs d'emploi, celles et ceux qui ne peuvent disposer d'une allocation de chômage ou d'une allocation d'insertion.

Mes chers Camarades,

Je voudrais aussi vous dire ma **préoccupation à l'égard des travailleurs indépendants.**

Le contexte économique de ces dernières années a créé des situations personnelles dramatiques.

Je considère qu'il est du devoir du Parti Socialiste d'élargir le filet de protection sociale des travailleurs indépendants.

Les indépendants qui perdent leur emploi en raison de circonstances étrangères à leur volonté doivent pouvoir accéder au chômage.

Ce sera un droit social nouveau accordé par la Sécurité sociale.

L'ouverture de nouveaux droits sociaux pour les indépendants doit aussi intégrer les cas de maladies ou d'accidents.

Je suggère de prévoir l'octroi d'une indemnité dès le premier jour d'incapacité d'un indépendant.

Mes chers Camarades,

Permettez-moi quelques mots sur **les pensions**.

L'âge légal de la pension, dans notre pays, est désormais porté à **67 ans**.

C'est une grave erreur.

De nombreuses personnes exerçant des métiers pénibles, lourds ou dangereux ne pourront physiquement pas exercer leur métier jusqu'à 67 ans.

Le PS a une conception humaine du travail, et il refuse d'imposer l'insoutenable.

L'époque des travailleurs corvéables à merci, esclaves de leur patron, semblait faire partie du passé.

Ce n'est apparemment pas la vision de tout le monde.

Avec les socialistes, il n'y a pas d'ambiguïté : nous ramènerons l'âge légal de la pension à 65 ans !

Et nous permettrons à un travailleur de poursuivre une activité professionnelle aussi longtemps qu'il le souhaite.

Il poursuivra sa carrière en toute liberté sans y être contraint par le gouvernement !

A tous les esprits chagrins qui nous accusent de ne pas être réalistes, je rappellerai que le Premier ministre canadien, qui n'a rien de socialiste, partage notre point de vue.

Il a annulé la décision de porter l'âge de la pension à 67 ans, et il l'a ramenée à 65 ans.

A long terme, la pension à 65 ans est tout à fait finançable.

En effet, **les pensions légales coûteront, en 2060, 75 milliards de plus qu'actuellement.**

Mais le PIB de la Belgique aura pendant ce temps augmenté de 400 milliards.

Il est donc parfaitement possible de revenir aux 65 ans.

Mes chers Camarades,

Un autre aspect des réalités rencontrées par les citoyens concerne **le stress.**

Le rythme imposé à un grand nombre de travailleurs crée des tensions parfois insoutenables.

La pression pour accroître la productivité, les objectifs à atteindre, les cadences infernales, le chantage au licenciement, tout cela affecte gravement les travailleurs, y compris leur vie privée.

Les troubles mentaux n'ont jamais été aussi nombreux dans notre pays.

Selon certaines études, ils constituent la première cause d'invalidité, et la dépression figure dans le top 10 des maladies.

Pour ces raisons, **le PS demande le remboursement intégral de la consultation psychologique dite de première ligne**, dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire.

Et je pense que **le moment est venu de reconnaître le « burn-out » comme une maladie professionnelle**. C'est une demande explicite du PS.

Mes chers Camarades,

A capacités et compétences égales, les salaires des femmes restent hélas inférieurs à ceux des hommes d'environ 20%.

-

En avril 2012, le gouvernement que je présidais avait fait voter une loi qui oblige les entreprises à procéder à une analyse des écarts salariaux.

Cette analyse doit permettre des négociations entre les partenaires sociaux.

Je pense que nous devons à présent aller plus loin encore.

L'Islande peut nous guider à cet égard.

Elle a adopté **une mesure forte en imposant dès 2022 à toutes les entreprises de plus de 25 salariés de prouver qu'elles paient les femmes et les hommes de façon identique.**

Je propose que l'on fasse de même en Belgique !

Mes chers Camarades,

Au-delà des questions financières, nous voulons aussi améliorer la qualité de vie des gens qui travaillent, leur bien-être au quotidien. Et nous voulons en même temps créer de l'emploi.

La **réduction du temps de travail** est certainement la piste la plus sérieuse.

Nous proposons de passer de cinq jours de travail par semaine à quatre jours, et de 38 heures par semaine à 30.

Avec le modèle PS de réduction du temps de travail, le travailleur conservera son salaire.

Et il retrouvera du temps pour lui, pour sa famille, pour ses amis.

Notre modèle tient bien évidemment compte de la réalité des entreprises.

Nous souhaitons que la réduction du temps de travail soit

négociée avec les syndicats, par secteur et par entreprise.

On n'appliquera pas la règle de la même manière dans une entreprise de dix personnes et dans une multinationale de plusieurs milliers de travailleurs.

La négociation entre partenaires sociaux est donc primordiale.

L'intervention financière de l'Etat fédéral facilitera la mise en œuvre progressive de la nouvelle forme d'organisation du travail.

Nos adversaires disent que c'est impossible.

Il faudrait travailler plus et pas moins.

Ils oublient que dans notre pays nous comptons 511.000 chômeurs indemnisés.

Ils font abstraction du bien-être des travailleurs.

Ils ne connaissent pas le sens du progrès.

Les réductions de cotisations sociales patronales en vigueur actuellement n'ont que peu d'effet sur l'augmentation du volume d'emplois.

Une réorientation de ces diminutions de cotisations sociales vers la réduction du temps de travail financerait les nouveaux emplois de manière très directe.

Mes chers Camarades,

La législation européenne permet désormais à des travailleurs d'un Etat membre dont la protection sociale est quasi inexistante de venir travailler dans les autres Etats membres.

C'est ce qu'on appelle « **les travailleurs détachés** ».

Ces gens opèrent chez nous, mais ils ne paient pas les cotisations sociales dans notre pays.

Ce phénomène des personnels détachés a conduit à une série d'abus.

Des inspecteurs sociaux ont pu constater que certains employeurs belges rétribuaient leurs ouvriers détachés à des tarifs horaires indignes : parfois 5 ou 6 euros l'heure.

Ces personnes travaillent souvent 10 heures par jour, 6 à 7 jours par semaine.

C'est le fameux dumping social.

C'est un poison pour la protection des travailleurs.

Avec mes collègues des partis socialistes flamands, français et hollandais, j'ai signé un appel à une révision de la directive sur les travailleurs détachés.

Nous voulons mettre fin à ces dérives, et nous espérons faire

bouger l'Europe.

Je défends le principe que les gens qui travaillent chez nous doivent payer leurs cotisations sociales chez nous, et au taux belge.

De même, tous les employeurs recourant à des travailleurs détachés pour effectuer des tâches en Belgique doivent payer leurs cotisations patronales en Belgique.

Et les rémunérations belges doivent s'appliquer à toutes les personnes qui exercent une prestation chez nous, quelle que soit leur nationalité.

En un mot comme en cent, il faut mettre fin au dumping social entre les pays européens.

Je continuerai à me battre dans toutes les instances pour que la directive européenne change et que l'équité soit la règle partout en Europe.

Mes chers Camarades,

Un mot enfin sur les avancées éthiques, avant de conclure

La plupart des avancées éthiques, il est bon de le rappeler, ont été obtenues au prix de combats de longue haleine, souvent très durs, contre les conservatismes et les conservateurs.

C'est évident dans le domaine des mœurs.

Ce l'est également en matière de culture et d'expression philosophique ou politique.

En s'affranchissant peu à peu de la transcendance, les femmes et les hommes qui nous ont précédés ont changé notre société.

Ils ont réussi à faire de la liberté de conscience la toile de fond de nos choix de vie.

Chacun doit en effet pouvoir penser, aimer, agir librement.

Personne ne doit pouvoir commander les choix des individus.

La laïcité est aujourd'hui un acquis essentiel de notre démocratie.

Elle protège les incroyants, tout en garantissant aux croyants la liberté de culte. Elle assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

Elle permet aussi de se rencontrer, d'échanger pacifiquement et de vivre ensemble.

La laïcité et la démocratie sont des notions inséparables.

En avril 1990, le Parlement a adopté, à l'initiative de notre Camarade Roger Lallemand, la dépénalisation partielle de l'interruption volontaire de grossesse.

Le code pénal a été amendé.

Aujourd'hui, des mouvements rétrogrades et conservateurs remettent en cause une liberté si durement obtenue.

Nous ne les laisserons pas faire.

Le PS continuera à se battre pour la liberté totale de la femme à disposer de son corps.

Pour nous, l'interruption volontaire de grossesse doit être totalement dépénalisée et doit s'inscrire définitivement, comme un droit, dans la législation relative à la santé.

Mes chers Camarades,

J'en termine.

Nous ne sommes pas parfaits et nous avons connu des difficultés.

Mais nous avons réagi et pris des décisions fortes.

Aujourd'hui, le PS repart de l'avant.

Avec de nouvelles idées.

Avec de nouvelles propositions.

Avec un tout nouveau projet.

Dans le paysage politique que nous connaissons, le PS est la vraie voix des travailleurs.

La seule voix des travailleurs qui soit crédible et sérieuse.

Une voix ferme, qui avance des propositions claires pour améliorer la vie de tous.

Une voix puissante, qui depuis le 19^e siècle appelle les travailleurs à s'unir pour bâtir de nouveaux progrès sociaux.

Nos projets sont à la fois justes et réalisables.

Nous avons choisi d'être du côté du possible et du faisable, c'est-à-dire du côté de l'espoir réel.

L'espoir pour tous ceux qui désespèrent,

L'espoir pour les plus démunis,

L'espoir pour la classe moyenne.

En ce 1er Mai, les socialistes sont là et bien là.

Unis, solidaires, debout !

Le soleil sera bientôt de retour, dans le ciel comme dans nos cœurs.

Je repense à cette phrase magnifique d'Albert Camus et j'ai envie de la partager avec vous :

« *Au milieu de l'hiver, j'ai découvert en moi un invincible été* ».

C'est cela être socialiste : avoir en soi-même un invincible été.

Alors chers Camarades, **en avant !**

Vive le PS, vive les travailleurs, vive le progrès social !